

Histoires de scribe à Illkirch p.12

VIVA CITÉ

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

NUMÉRO 124 - DU 5 AU 20 JUIN 2012 - 1,50 EURO

Retour aux sources

**Aménagement des quais,
éco-quartiers, trame bleue :
la ville mise sur son
patrimoine aquatique**

Encore des bornes à faire

Après l'installation, courant 2010, des 145 bornes électriques pour véhicules hybrides rechargeables, le réseau doit encore se développer.

DEPUIS deux ans, les bornes de recharges pour les Toyota Prius 3e génération, Véhicules hybrides rechargeables (VHR), tapissent partiellement le territoire de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS). Lancé en avril 2010 pour trois ans, le programme vise à monter l'infrastructure afin de favoriser l'utilisation de voitures fonctionnant alternativement à l'électricité et à l'essence. La CUS, EDF et Toyota expérimentent ensemble ces bornes auxquelles seule la Prius peut se brancher. Le réseau n'est pas encore commercialisé.

Une présence faible à Strasbourg

Aujourd'hui, 145 bornes fonctionnent dans la CUS ou à proximité, dont la très grande majorité dans des espaces privés. 75 sont installées au sein d'entreprises et d'institutions locales de la Prius et 43 au domicile de leurs salariés.

Pourquoi une telle proportion ? Pour Ronan Golias, chef du service déplacements à la CUS, « les gens anticipent leurs déplacements la veille pour le lendemain. Ils rechargent le véhicule à leur arrivée sur le lieu de travail ou le soir en rentrant chez eux ».

Du coup, les 27 bornes situées dans les espaces publics (19 en parkings et 8 en voiries) sont largement délaissées. Les plus utilisées se trouvent sur le quai de Turckheim, les places de la République, les parkings Kléber et des Halles P3.

Elles représentent une part infime des recharges : 4%. Leur existence semble anecdotique. Mais, à en croire Ronan Golias, elles présentent un intérêt : « Elles sont là pour rassurer les gens en cas de mauvaise gestion de leurs batteries ». Chef de projets innovants au service mobilités, Céline Oppenhauser y voit aussi un moyen d'encourager de potentiels acheteurs de VHR : « On veut que les gens se disent : "Ah, on a déjà vu une borne, on sait que le réseau est prêt". »

Mais, concrètement ces bornes sont bien trop lentes : « Il faut cinq à six heures pour faire le plein d'électricité et elles ne sont compatibles qu'avec des Toyota », précise-t-elle. Aujourd'hui, chaque constructeur automobile — PSA Peugeot-Citroën, Renault, Toyota, Nissan... — propose un modèle de prise différent. Pour



Lionel Neyer peut également utiliser les bornes des véhicules « Auto'trement », dont trois sont des Prius, que la CUS met à disposition des usagers.

faire, peut-être, un premier pas vers l'uniformisation, le programme franco-allemand Crome (Cross-border Mobility for E-Vehicles) a vu le jour grâce aux fonds du Grand emprunt lancé par la France en 2009.

Piloté par EDF, Energie Baden-Württemberg (EnBW, un producteur d'électricité allemand), des industriels de l'électronique et de l'automobile, il a pour mission de développer une borne adaptable pour les modèles de VHR français et allemands. « Ces bornes de recharge doivent permettre à tous les gens de rentrer chez eux », plaide Céline Oppenhauser.

Au passage, la borne Crome sera plus rapide. Avec un débit de 22 kilovolts/ampère, il lui faudra deux à trois heures pour recharger les batteries de toutes les marques de véhicules, « le temps

de faire un tour en ville », estime Céline Oppenhauser.

Une recharge plus efficace

A partir de septembre prochain, ces nouveaux modèles remplaceront les bornes lentes (3 kilovolts/ampère). La collectivité s'intéresse également aux bornes « rapides » qui n'ont besoin que de 15 à 20 minutes pour remplir une batterie, avec un débit de 43 kv/ampère. Elles ne seront installées, au plus tôt, qu'au printemps 2013 car « elles ne sont pas en phase d'industrialisation pour l'hybride rechargeable », justifie Céline Oppenhauser.

Seul problème, qui pourrait avoir son importance à l'avenir, le prix de l'électricité. Charger avec une borne lente revient à un coût de

2 euros les 100 kilomètres. Avec un chargement rapide, la note monte à 15 euros pour la même distance.

Si la CUS a investi 290 000 euros sur le programme VHR, c'est d'abord parce que cela correspond à sa politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre et des pollutions sonores. Mais aussi parce que le secteur privé est encore majoritairement insensible à ce type de transport. Seuls les constructeurs automobiles, qui cherchent à vendre leurs véhicules, tentent de favoriser l'émergence de la technologie hybride et rechargeable.

Au début du programme VHR, un appel aux entreprises a été lancé. Initialement, Toyota devait mettre une centaine de véhicules en location. Mais les volontaires ont été peu nombreux

et seulement 70 Prius ont trouvé preneur. Parmi les 33 partenaires actuels de l'expérimentation, beaucoup sont des structures totalement ou partiellement publiques : le Port autonome de Strasbourg, Electricité de Strasbourg, La Poste, la CUS et la Ville, Véolia, l'Hôpital civil...

Parmi les 16 entreprises privées impliquées, 4 sont déjà associées au projet VHR comme Technolia, Hager, Samep et Schneider Electric, qui ont toutes participé aux installations de bornes sur le territoire de Strasbourg et son agglomération.

Un secteur public esseulé

Les institutions publiques avancent donc un peu seules dans ce secteur. Et cela se ressent dans la faiblesse de la couverture du territoire.

Au grand regret de Lionel Neyer, utilisateur d'un véhicule hybride par le biais de son employeur, le caviste strasbourgeois Au Millésime : « Ce type de véhicule convient à la ville. Moi, je parcours en moyenne cent kilomètres par jour, car je travaille sur une zone qui va jusqu'à Belfort. Avec une batterie dont l'autonomie est restreinte à 20 km, je ne roule en mode électrique qu'à 8% d'utilisation*. Le reste du temps, je fonctionne sur le moteur essence. Un moteur diesel est plus adapté. Donc, ce serait plus intéressant s'il y avait des bornes à Belfort, Colmar ou Mulhouse. »

Une demande qui n'est pas prête d'être exaucée. Alors que la Prius va être commercialisée l'an prochain, à l'issue du programme VHR, la CUS est la seule en France à développer un réseau de bornes adaptées aux véhicules hybrides rechargeables.

Elle va cependant poursuivre ses efforts et implanter des bornes accélérées à la périphérie de Strasbourg, sans que les endroits ne soient encore précisés.

Céline Oppenhauser en prévoit « cinq ou six, hors du centre-ville, — pour faire le plein — si les gens ont besoin d'aller plus loin ». Elle espère, en plus, que les grandes surfaces et les fournisseurs de carburants traditionnels se lanceront bientôt dans l'aventure.

FRANÇOIS CHEVRE
LUCIE MARNAS

* Les utilisateurs de la Prius roulent en mode électrique un tiers du temps.

Bataille de proximités

Deux candidats se disputent la 2^e circonscription. Jean-Philippe Maurer, député UMP sortant, joue la carte de la proximité. Philippe Bies, PS, celle du soutien à l'action présidentielle.

LE 17 juin prochain, la deuxième circonscription du Bas-Rhin pourrait basculer à gauche. Ce serait une première depuis 1981 et la victoire du socialiste Jean Oehler que la droite perdrait un fief.

Traditionnellement à droite, cette circonscription est tenue par le député Jean-Philippe Maurer depuis 2007. Mais elle a majoritairement choisi François Hollande au second tour de l'élection présidentielle, le 6 mai dernier (51,6% pour le candidat socialiste contre 48,4% pour Nicolas Sarkozy). Sur les cinq cantons de la circonscription Strasbourg-Sud, quatre (Krutenua et Esplanade, Meinau, Neudorf et Neuhoft-Stockfeld) ont placé François Hollande en tête.

Seule la ville d'Illkirch-Graffenstaden, qui a intégré cette circonscription en 2010, a préféré son adversaire UMP. Elle possède la particularité d'avoir un maire socialiste, Jacques Bigot, président de la Communauté urbaine de Strasbourg, et de voter à droite aux élections nationales (64,5% en 2007 et 59,3% en 2012 pour Nicolas Sarkozy).

Un mano à mano prévisible

Pour ces élections législatives, douze candidats se sont présentés. Entre l'UMP et le Parti socialiste, les mêmes belligérants qu'en 2007 sont sur les rangs. Un duel aux allures de revanche, qui attire l'attention.

D'un côté, Jean-Philippe Maurer, 51 ans, député sortant UMP et conseiller général du canton Strasbourg 7, qui l'avait emporté, à l'époque, par seulement 631 voix d'écart. De l'autre, Philippe Bies, 48 ans, conseiller général de Neudorf depuis 2004 et adjoint en charge du logement au maire de Strasbourg, Roland Ries (PS).

Pour tenter de conserver la deuxième circonscription, Jean-Philippe Maurer s'appuie sur son ancrage local. Il se présente d'ailleurs comme le « champion de la proximité » par rapport à son adversaire. Il était déjà le suppléant du député Marc Reymann en 2002. Outre le fait qu'il réside dans la deuxième circonscription contrairement à Philippe Bies, qui vit route de Schirmeck, dans le canton Montagne-Verte, il est conseiller général depuis 1998. Très impliqué dans tous les événements des



En haut : Philippe Bies, entouré de son équipe de campagne, place du Forum de l'III à Illkirch-Graffenstaden. En bas : Jean-Philippe Maurer, accompagné d'un bénévole, devant sa permanence, route du Polygone à Strasbourg.

différents quartiers, il fête plusieurs fois le Nouvel an avec les communautés chinoise, chrétienne et juive... En campagne au marché de Neudorf, à la messe pontificale de l'Ascension sous le chapiteau du cirque Arlette Gruss ou encore lors du nettoyage de printemps à la Meinau, il est constamment interpellé. Il fait rarement un pas sans qu'un habitant du quartier ne le salue, lui pose des questions sur la voirie ou l'environnement urbain.

Pour mobiliser ses troupes, le discours de Jean-Philippe Maurer est clair : « Toutes les dernières élections ont été remportées par la gauche et cela serait néfaste pour la démocratie si un même parti était présent à tous les échelons du pouvoir politique. » Il essaye aussi de se démarquer du bilan de l'ex-président sortant : « Les gens font la part des choses entre Sarkozy et Maurer. Ils me connaissent depuis longtemps et savent

que je suis engagé dans la vie de la cité. » Selon lui, il n'est pas « une reproduction d'une formation politique. J'ai toujours porté personnellement des projets », clame-t-il.

Enjeu national ou campagne locale ?

Jean-Philippe Maurer ramène toujours la politique nationale aux questions locales. Il se mobilise ainsi sur les problématiques d'emploi, très prégnantes dans la circonscription, avec la mise en vente de General Motors ou les difficultés de Stracel. Cela consiste aussi à pointer du doigt la gauche qui « utilise l'Alsace comme un défiloir et un champ d'essai, notamment avec la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim ».

Une équipe de campagne d'environ quarante personnes s'occupe du tractage, du collage de ses affiches et de la permanence de campagne. Celle-ci a été inaugurée samedi 12 mai

devant une centaine de personnes venues acclamer leur champion avant de chanter la Marseillaise puis de partager le traditionnel verre de l'amitié. Une action publique parmi d'autres.

Omniprésent sur le terrain strasbourgeois, Jean-Philippe Maurer l'est toutefois moins à Illkirch-Graffenstaden.

De son côté, Philippe Bies, ancien directeur de cabinet de Jacques Bigot, bénéficie dans cette ville de l'appui de sa suppléante, Martine Castellon, adjointe au maire d'Illkirch-Graffenstaden, élue dans ce canton depuis 2001. Elle est en charge de la politique municipale sportive depuis 2008 et est connue pour ses actions auprès des associations sportives, avec notamment la construction prochaine d'un nouveau stade de rugby.

Mais officiellement, le Parti socialiste ne veut pas rentrer dans une course à la proximité. Mathieu Cahn, directeur de campagne de Philippe Bies et adjoint

de quartier de la Meinau, prend le contre-pied de Jean-Philippe Maurer : « C'est une élection avec un enjeu national et on ne veut pas se laisser embarquer dans une campagne locale. » Pour lui, il n'y a qu'un seul véritable enjeu : « Donner une majorité au nouveau président de la République pour qu'il puisse mettre en œuvre son programme. »

Martine Castellon n'est pas aussi catégorique. Elle adapte son discours aux attentes locales : « Les gens sont très attentifs aux problématiques du logement et de l'emploi. On tente de leur expliquer en quoi le programme de François Hollande aura un impact direct sur leur quotidien. »

Surfer sur la victoire présidentielle

Pour faire passer son message, le PS a mobilisé près de 150 personnes pour mettre en place un travail de porte-à-porte. Ce type d'action permet surtout, selon Martine Castellon, de réaliser un « travail d'éducation civique » auprès des habitants afin de contrer le risque d'abstention. Cette pratique s'est d'ailleurs intensifiée par rapport à 2007, selon Daniel, militant depuis 25 ans au côté du candidat socialiste : « Le comité de volontaires, déjà utilisé pour la présidentielle, nous permet de nous démultiplier dans tous les quartiers. Cette technique de campagne n'était pas autant utilisée auparavant. » Un programme calqué sur celui de François Hollande. Philippe Bies cherche à surfer sur la victoire PS.

Mais pour s'implanter davantage dans les quartiers, il possède également une permanence : la « Bies mobile ». Le candidat socialiste se déplace de quartier en quartier et s'arrête pendant une ou deux heures afin d'aller à la rencontre des habitants.

Cependant, le succès n'est pas forcément au rendez-vous. Le samedi 19 mai dernier, sur la place de l'Ile-de-France à la Meinau, Philippe Bies s'est installé à une terrasse de café, non loin de la camionnette à son effigie, en attendant que quelques personnes l'abordent. Mais difficile de se faire reconnaître dans le fief de Jean-Philippe Maurer. Une petite dizaine de personnes seulement sont venues à la rencontre du candidat socialiste.

HUGO JOLION

PHOTOS HUGO JOLION ET SANDRA CHAMOT-PONCET/CUEJ

Lors de l'audience du 16 mai au tribunal correctionnel, plusieurs prévenus ont plaidé l'acte involontaire.

L'ENFER EST PAVÉ DE BONNES INTENTIONS

Lorsqu'il est jugé, un prévenu a deux solutions : nier les faits ou les reconnaître. Dans le second cas, c'est l'excuse qui est importante. Meilleure est l'excuse, moindre est la peine. Et dans ce domaine, l'argument qui revient le plus souvent est celui du « malgré-moi ».

Cinq jeunes « malades » âgés de 27 à 30 ans comparaissent devant la juge Sophie Thomann pour détention et usage de stupéfiants, en l'occurrence de l'héroïne à laquelle les cinq toxicomanes sont accros. « *La drogue est une maladie. Quand on l'attrape, on marche en équilibre sur un fil toute sa vie, avec le risque constant de retomber.* » Poussés par leur dépendance, les jeunes se seraient procuré des substances illégales, plaident les avocats. Aujourd'hui, ils regrettent, tête baissée. Ils souhaitent tous guérir. Insérés professionnellement, ils sont tous sous méthadone, un traitement de substitution. Les juges attribuent du sursis pour les deux premiers, et d'un à deux ans de prison ferme pour les trois autres, multirécidivistes et arrêtés pour de plus grosses quantités d'héroïne. Ces derniers bénéficient cependant d'un rendez-vous chez le juge d'application des peines qui peut, à la condition d'une réadaptation sociale, réduire les condamnations.

Patrick W. fait partie des « gentils » : sa faute partait d'une bonne intention. Il y a quelques mois, ce quadragénaire a eu un accident de moto qui l'a laissé handicapé. Sa société a été liquidée, sa femme a obtenu le divorce et la garde des enfants. Depuis, il subsistait grâce à l'aide de son voisin restaurateur qui le nourrissait en échange de quelques réparations sur sa voiture. C'est justement lors d'une de ces réparations que Patrick a décidé d'incendier la voiture de ce voisin pour, selon lui, toucher l'assurance sans racheter une pièce coûteuse. Lorsque les policiers ont accusé le propriétaire d'être à l'origine de l'incendie, Patrick s'est rendu directement au commissariat afin de se dénoncer, « *preuve de son honnêteté* », d'après l'avocate. Patrick échappe à la prison et écope de 4 mois avec sursis.

On recense aussi des « victimes de la justice », qui ne condamneraient pas les vrais coupables. Un trentenaire est ainsi poursuivi pour détention d'armes après que l'on a retrouvé un pistolet 9mm et un fusil à pompe dans son garage. A la barre, il rejette toute responsabilité. Ces armes lui auraient été offertes par le propriétaire de son logement. Offertes ou non, elles étaient en sa possession et la magistrate rejette l'argument. Il accuse alors cette dernière de faire preuve d'acharnement. Dans plusieurs affaires déjà, il aurait été le seul condamné malgré l'implication d'autres personnes, selon ses dires. « *Oh, je veux bien comprendre que vous ne vouliez pas servir la justice...* », lâche-t-il à la juge Thomann. Le tribunal décide d'ajouter quatre mois à la peine d'emprisonnement de 18 mois qu'il purge déjà actuellement.

SANDRA CHAMOT-PONCET

Les ados moins seuls face au cancer

Au CHU de Haute-pierre, une salle de vie doit permettre aux jeunes malades d'oublier un temps qu'ils sont à l'hôpital.

DES murs ornés de stickers aux couleurs vives, une table orange, des écrans plats, des fauteuils pivotants en forme de boules... L'Espace jeunes inauguré le 25 avril dernier au CHU de Haute-pierre offre un lieu inédit en France, entièrement dédié aux adolescents atteints d'un cancer.

Financée par la Ligue contre le cancer à hauteur de 130 000 euros, cette salle de près de 50 m² située à l'entrée du service d'onco-hématologie pédiatrique permet aux jeunes de se réunir, de discuter et même, quand cela est possible, de recevoir leurs copains, à condition que ceux-ci soient accompagnés par un membre du personnel. « *Pour ce projet pilote, nous avons interrogé d'anciens malades et l'équipe soignante du service afin que cet espace réponde au mieux aux attentes des jeunes. L'adolescence est une période de rupture où le jeune se construit et se cherche, et la maladie crée une sorte de traumatisme et de manque* », explique le docteur Jean-Claude Janser, président du comité du Bas-Rhin de la Ligue contre le cancer.

Coincés entre deux périodes de la vie, les adolescents se retrouvent soit dans des services de pédiatrie, entourés d'enfants plus jeunes, soit dans des services d'oncologie avec des patients bien plus âgés. Pourtant, à ce moment charnière de l'existence, les relations sociales sont capitales.

« Comment faire pour l'école ? »

Le premier lien humain que perd l'adolescent est souvent celui de l'école. « *C'est l'une des premières questions qu'ils posent en arrivant : l'école, comment on va faire ?* », indique Valérie Falkerodt, professeur de sport à l'hôpital. Pour Chantal Jorand, qui assure les cours de la maternelle au collège dans le service, « *certains enfants qui n'aimaient pas l'école se mettent à l'apprécier car ils se rendent compte que c'est aussi un moyen d'être comme les autres. Cela devient une sorte de paradis perdu* ».

Garder un lien avec ses amis n'est pas toujours évident. Le cancer est une maladie qui fait peur. Elle peut effrayer les copains de l'adolescent qui ont du mal



Le nouvel Espace jeunes tente d'améliorer le quotidien des adolescents du service d'onco-hématologie pédiatrique, notamment en renforçant les liens sociaux.

à comprendre ce qu'endure leur ami. « *Cela fait souvent référence à quelqu'un de leur famille qui est mort. C'est une épreuve sur la durée : des fois, les copains écrivent et, petit à petit, ça se délite* », raconte Chantal Jorand.

La peur d'être rejeté

D'après Marion Riess, l'une des deux psychologues du service, une des difficultés principales est que certains jeunes n'entretiennent pas forcément de liens avec leurs amis à l'extérieur, notamment par peur d'être jugés ou rejetés. Même si, insiste-t-elle, chaque adolescent réagit de façon différente et qu'il est impossible de généraliser.

Gwendoline, 20 ans, a été soignée au « huitième étage », comme elle appelle le service d'onco-hématologie pédiatrique de Haute-pierre. Elle y a été hospitalisée en 2005, à l'âge de 14 ans, pour un cancer des tissus mous dans un avant-bras, et en 2007 pour une rechute.

Pendant sa maladie, la jeune fille a pu compter sur le soutien de ses proches. « *Ma force, ça a été ma famille et mes amis. Ma famille a été forte. Heureusement ! Quand je voyais que quelqu'un était abattu à cause de moi, j'étais minée. Tu as un énorme poids sur tes épaules ; ton état va influencer sur leur moral.* »

Le rapport à l'image que l'on renvoie auprès des autres est très important à

l'adolescence. La question de l'apparence est d'autant plus problématique que les médicaments altèrent celle-ci. C'est l'une des meilleures amies de Gwendoline qui l'a accompagnée pour choisir une perruque lorsque l'adolescente a perdu ses cheveux. « *Dès la première cure de chimio, j'avais les cheveux qui partaient en lambeaux. Cela me rendait malade, au-delà du traitement, c'était ça qui primait. Le pire, c'est de perdre tes cils et tes sourcils, t'es comme un fantôme... Avec le teint qui va avec !* », raconte Gwendoline.

Bien entourée, elle n'a donc pas trop souffert de l'isolement. « *Pendant les six mois de traitement, en fonction de mes défenses immunitaires et de mes disponibilités, mes amis venaient me rendre visite. Certains n'ont pas cette chance d'être soutenus et sont traités comme des pestiférés* », constate-t-elle.

Des adolescents comme les autres

A l'hôpital aussi, les liens sont essentiels. « *Il ne faut pas les voir d'abord comme des malades. Ce sont des adolescents avant tout, alors, ils ont besoin de relations sociales, de leurs parents, de leurs amis... C'est pas toujours possible, mais c'est encouragé* », signale un médecin du service. Raison pour laquelle les chambres sont équipées d'un ordinateur et d'une connexion internet. Gaëtan, 13 ans, placé en chambre

stérile pendant plusieurs semaines, a ainsi pu rester en contact avec sa petite sœur, via Skype.

« *J'avais le droit de sortir de ma chambre, mais je ne le faisais pas trop pour éviter d'entendre qu'un tel était décédé ou bien que le traitement ne marchait pas sur un tel. Pour ma toute première cure, j'étais en chambre double. La mère de la fille avec moi parlait beaucoup de sa maladie et ça m'énervait* », se souvient Gwendoline qui, à l'époque, n'hésitait pas à mettre son i-pod à plein volume, quitte à se faire mal aux oreilles, pour ne pas entendre les conversations.

L'épreuve qu'elle a endurée a changé sa vision de la vie et lui a donné envie de se tourner vers les autres. Désormais, elle a bien l'intention de s'investir pour aider les adolescents cancéreux à se sentir moins seuls. « *Maintenant, ça fait partie de moi* », annonce la jeune fille en regardant la cicatrice qui se trouve sur son avant-bras. *Mon objectif, avec un autre ancien patient du huitième étage, c'est d'ouvrir à Strasbourg une antenne de Jeunes solidarité cancer (une association qui lutte contre l'isolement des jeunes atteints de cancers et qui fêtera ses dix ans en juillet, NDLR). On voudrait aussi proposer des activités à l'Espace de Haute-pierre pour permettre aux jeunes d'échanger et de s'évader un peu* », ajoute la future aide médico-psychologique pleinement engagée pour la cause.

CAMILLE RICHEBOIS

Arobases fragiles

L'économie numérique, en forte croissance, reste fragile malgré le soutien financier public au secteur. Trois « net entrepreneurs » témoignent.

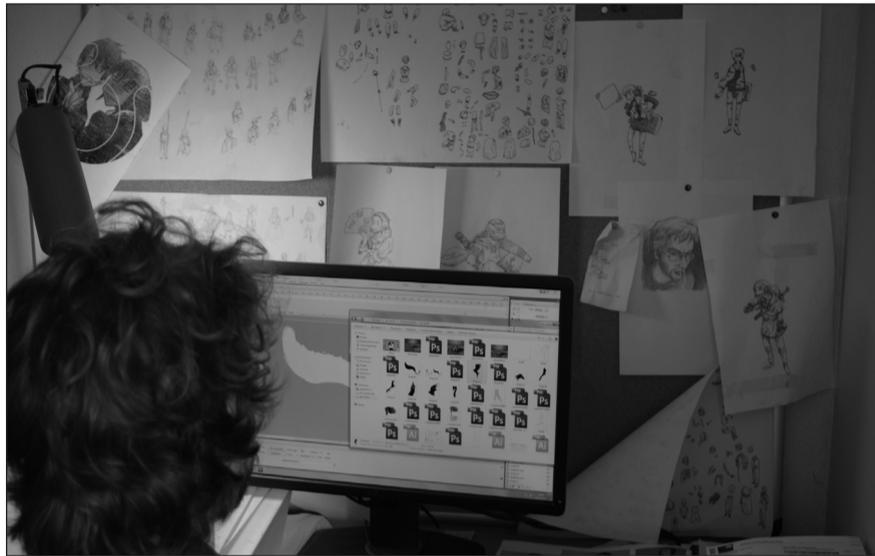
LANGO, Scan, Place Digitale. A coups de programmes subventionnés, la CUS vient de donner une série de coups de pouce aux très petites et moyennes entreprises innovantes du secteur de l'économie numérique.

Conduit en partenariat avec Iconoval, le pôle image du conseil régional, le programme Tango vise la collaboration entre créateurs et entreprises, tandis que Scan cible plutôt l'application des technologies numériques à l'offre culturelle. 140 000 euros ont été alloués aux huit projets retenus pour Scan et 60 000 autres aux lauréats de Tango. 20 projets ont été retenus.

De son côté, la Plage Digitale, installée à Rivétoile, est un espace de travail collaboratif et un laboratoire d'idées. Il est occupé par des entreprises du secteur du jeu vidéo, des médias et du développement web : Method in the madness, Rue 89, Cap Eco, Improve et Novelys. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) représentent plus de 800 établissements (soit 10% de plus depuis 2009) et près de 7000 emplois dans la CUS. Pour l'essentiel des petites structures spécialisées dans le web et les jeux éducatifs. Coup de projecteur sur un secteur que la collectivité cherche à dynamiser.

Novelys veut grandir

Osiris, une plate-forme de gestion d'incidents, a été conçue pour la ville de Dieppe par la société Novelys. Chaque résident peut



Chez Almédia, les graphistes conçoivent des « serious games », des jeux éducatifs.

signaler un incident (par exemple des trous sur la chaussée) et le ranger dans un dossier, confié ensuite à l' élu compétent. Fondée en 2005 par Yann Klis, 33 ans, Novelys développe des applications web pour des porteurs de projets. Dans son carnet de commandes, quinze clients réguliers : « Nous travaillons pour des collectivités, mais aussi pour quelques grandes entreprises comme Seat », explique le patron. Comme beaucoup de prestataires de services, Novelys souffre de la crise : cinq salariés aujourd'hui alors qu'il en a compté jusqu'à neuf. « La situation est incertaine depuis 18 mois. Personne ne s'engage sur des projets importants », souligne Yann Klis. D'autant plus que le tissu local est pauvre en start-up, ces entreprises innovantes à fort potentiel de croissance : « En Alsace, l'économie numérique est surtout soutenue par des industriels et l'innovation n'est pas la priorité »,

déplore-t-il. Yann Klis estime que les programmes Tango et Scan sont un premier pas pour dynamiser le secteur. Il mise aussi sur la généralisation d'événements tels que le « Start-up weekend », qui a réuni 130 participants en novembre dernier à Strasbourg. Pour son entreprise, l'enjeu est maintenant de « remonter la chaîne alimentaire » : proposer un produit et ne plus être simplement sous-traitant.

ChargeMap « se différencie »

C'est une référence en France : ChargeMap recense les bornes et points de charge pour les voitures électriques. Il y a deux ans, Yoann Nussbaumer, 28 ans, diplômé en informatique et en design automobile, a fondé Saabre. L'entreprise fournit des services pour réduire l'impact environnemental des voitures. Une équipe ultra-réduite (il travaille seul

avec un développeur en alternance), une rentabilité modeste (deux bilans positifs en deux ans) et un concept qui surfe sur la vague du développement durable et de l'écologie... Il a trouvé une niche économique. Saabre s'est installé dans les locaux de l'Espace européen de l'entreprise, à Schiltigheim : « On y trouve beaucoup de boîtes qui travaillent dans le web. » La Plage Digitale intéresse son fondateur, mais il « rêve d'un immeuble avec, au premier étage, La Plage, au deuxième, des entreprises qui font du web... » Cela faciliterait, selon lui, « une émulsion plus forte et un retour d'expérience. » Avant l'édition, Yoann Nussbaumer faisait de la prestation de services. Mais sa précédente entreprise n'a pas survécu à la crise. Pour ChargeMap, il a bénéficié d'une subvention de la Région de 45 000 euros. Il est optimiste : « L'écosystème est dynamique, beaucoup de gens bossent dans le web

et veulent aller de l'avant. La clé aujourd'hui, c'est de se différencier. »

Almédia, le français par le jeu

Apprendre le français de manière ludique, c'est ce que propose Almédia. La société, créée en 2009, a conçu le jeu éducatif *Les Eonantes*. L'apprenant remplit des missions, en évoluant dans des époques représentatives de l'histoire de France. Almédia emploie actuellement six salariés. Elle a trouvé un créneau porteur, mais le chemin n'a pas été facile. « Notre objectif premier était le projet Theleme (jeu de rôles pour apprendre le français), lancé en collaboration avec l'Université de Strasbourg et le CNRS. Nous avons bénéficié du fonds d'amorçage Conectus (structure qui développe les partenariats entre recherche et industrie). Mais, en 2009, à cause de la crise, le projet innovant n'était plus la priorité », souligne Gilles Noeppel, 28 ans, l'un des fondateurs. Avec Scan, la société a obtenu 15 000 euros pour créer un jeu interactif accessible sur Internet qui a accompagné la pièce *Merlin l'enchanteur* jouée au Théâtre national de Strasbourg en mai dernier. « Il y a eu une prise de conscience que les médias numériques apportent quelque chose de neuf », remarque Gilles Noeppel. Les jeux éducatifs, un concept rentable ? Le game designer n'a pas de réponse. Après avoir misé sur la prestation de services, Almédia teste la commercialisation de ses produits.

FRANÇOIS CHEVRE
LUCIE MARNAS

A la CTS, les clients perdent patience.

BOUTIQUE CTS ; PLACE DE L'HOMME DE FER

Ils soufflent, regardent l'écran, tapent du pied, consultent leur montre, à nouveau l'écran... Jeudi 10 mai à 14h, une quarantaine de personnes attendent dans l'espace de vente de la Compagnie des transports strasbourgeois (CTS), place de l'Homme de Fer. C'est la mauvaise heure, du moins une parmi d'autres. Elles sont variables, donc inévitables. Sur place, l'ambiance est à l'impatience. Il y a des gens qui râlent et d'autres qui râlent parce que les gens râlent. Parmi eux se tient Mathilde, énervée de voir certaines personnes en fauteuil roulant passer devant tout le monde, sans prendre de ticket. « C'est injuste, moi ça fait plus d'une demi-heure que j'attends debout, je ne comprends pas pourquoi ils sont

prioritaires. Les personnes très âgées et les femmes enceintes jusqu'aux dents, vu le peu de places assises [6 en tout, ndlr], je comprends. Mais là, non ! » Autour d'une table, une dizaine de personnes s'entassent pour remplir le formulaire d'abonnement. D'autres, pour s'occuper, regardent les plans des lignes, les horaires ou encore la décoration de la pièce. Régulièrement, de nouveaux clients se joignent à la foule agacée. Philippe, père célibataire, ne peut venir que pendant sa pause déjeuner et le soir après le travail. Le plus souvent, il a ses deux fils avec lui. « Quand on doit patienter plus de 40 minutes, c'est l'enfer. » Les moins endurants restent les enfants, auxquels le temps paraît

encore plus long qu'il ne l'est. « Des fois, on doit attendre quatre heures », se plaint l'un d'eux, un brin excessif, âgé d'une dizaine d'années. Un peu plus loin, une petite fille se met à crier, son frère lui hurle d'arrêter et la mère leur ordonne de se calmer. Au final, c'est la vendeuse d'un des guichets qui s'y met : « Bon, c'est fini maintenant ! ». Victoire, les enfants se taisent et se contentent de se rouler par terre. **Face à tout ce bruit et à la longue file d'attente**, plusieurs usagers abandonnent et offrent leur ticket à leur voisin, qui se réjouit comme à son premier Noël. Selon Alexandre, retraité, on pourrait facilement simplifier certaines démarches pour éviter cette

perpétuelle queue : « Les tickets pour les plus de 65 ans devraient être disponibles en distributeurs, ça éviterait d'attendre. » Des petits malins ont développé une technique intelligente mais risquée. Ils prennent leur numéro, vont faire d'autres courses en ville et reviennent un peu plus tard. Mais si un employé prend son service entre temps, le rythme s'accélère, pour le bonheur de ceux qui sont restés et le malheur de ceux qui se sont absents. « Bipbip, bipbip ». L'écran affiche le numéro 950. Un jeune homme entre dans la boutique et se retourne vers son ami « Oh non ! Viens voir, tu ne vas pas le croire ! » Son ticket porte le numéro 949...

SANDRA CHAMIOT-PONCET

La redécouverte de l'

Longtemps négligés, rivières, canaux et étangs éveillent un intérêt nouveau aux yeux des décideurs et des promoteurs.

L'ILL, le canal de la Marne au Rhin, le lac Achard, le Baggersee, la Bruche, la Souffel, la gravière du Fort... A Strasbourg, l'eau est omniprésente, même dans la tête des habitants, constate Cécile Caffier, chef de projet des ateliers urbains (lieux où sont débattus les thèmes relatifs au devenir de la ville. ndr). Organisés depuis octobre 2011, il y a beaucoup été question de l'eau, pas assez « visible » dans la ville, relève Cécile Caffier : « *Les plus anciens racontent qu'il y avait plus d'activités autour de l'eau dans le temps, avec notamment des guinguettes, des bains hygiénistes, des bains à chevaux ou encore des moulins.* »

Dans le Plan local d'urbanisme communautaire (PLU) qui doit entrer en vigueur en 2016, l'eau revient sur le devant de la scène, sous la forme d'une trame bleue : une notion développée lors du Grenelle de l'environnement en 2010. L'idée ? Favoriser la continuité entre les différents cours d'eau, plans d'eau et zones humides à Strasbourg. La CUS les recense en détail.

« *La Ville a commencé ses réflexions dans les années 1990. Au niveau national c'est*

plus récent », indique Luna d'Emilio, une doctorante en urbanisme à Strasbourg. A cette époque, élus et décideurs prennent conscience que certaines zones en friche mériteraient d'être mises en valeur, notamment dans la ceinture verte qui entoure le centre-ville. Dans cet ancien glacis militaire construit par Vauban au XVII^e siècle, il n'y avait que des autoroutes et des bâtiments publics. Entre eux, des espaces abandonnés, comme autour de la Bruche, une zone inondable où se déversent les surplus d'eau lors des orages.

Privilégier la continuité

Dès 1996, Strasbourg lance les plans bleus et verts. « *A l'époque, les urbanistes traitaient l'eau ou les espaces verts séparément des espaces construits, contrairement aux projets de trames bleues qui privilégient la continuité* », explique François Nowakowski, urbaniste à l'agence Urbitat+Quartiers à Strasbourg. Une façon de développer les villes qui a trouvé ses limites, selon Luna d'Emilio : « *Les espaces n'avaient qu'une fonction, pour les loisirs, pour le travail, etc. Dans une même ville,*



La population strasbourgeoise s'est réappropriée les abords de l'ancien port, réaménagés en 2008 pour un coût de

chaque zone était en activité à des horaires différents. »

Pour Andrée Buchmann, Vice-présidente de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) en charge de l'écologie, du développement durable et du plan climat, cette trame bleue va changer la manière de travailler des urbanistes. « *Jusqu'ici, ils regardaient le bâti existant avant de construire. Avec la trame bleue, ils partent de l'élément naturel et conçoivent le développement de l'agglomération en l'intégrant.* »

Les promoteurs y trouvent leur compte : « *Pour deux appartements de même*

qualité, un appartement au bord de l'eau coûtera de 1,2 à 1,5 fois plus cher qu'un autre situé ailleurs », indique Michel Rezer de Foncia Immobilier, une agence de location strasbourgeoise. Le bâtiment de l'Esca — en face du quai des bateliers — est, selon lui, un parfait exemple, puisqu'il propose des loyers parmi les plus chers de Strasbourg.

Chers terrains au bord de l'eau

Les prix de vente augmentent, explique-t-on chez le promoteur strasbourgeois Frank Immobilier, parce que

« *les terrains au bord de l'eau sont chers* ». Il avance deux raisons : la concurrence entre promoteurs, importante sur ces sites, et le fait qu'il s'agisse souvent d'anciennes friches industrielles dont la dépollution fait augmenter les coûts de construction, comme sur le site de l'ancienne usine Québecor à Koenigshoffen. Pour rentrer dans ses frais, le promoteur privilégie donc « *plutôt l'immobilier haut de gamme* ».

Pour l'agence Foncia Immobilier, la vue sur l'eau est rarement une demande des acquéreurs ou futurs locataires, mais entre en compte lors des visites : « *Les*

TROIS cours d'eau. Trois situations bien distinctes. A côté de la gare de Strasbourg, à Schiltigheim et dans la forêt du Neuhof.

• FOSSÉ DES REMPARTS

« *C'est sûr, les services de la Ville pourraient s'en occuper un peu plus* », soupire Louis en regardant les berges. Il fait partie d'un petit groupe de retraités, habitués du jardin du Fossé des remparts. Avec René, Alain, Jacqueline, les deux Colette et quelques autres encore, ils se retrouvent dans leur « fief », presque quotidiennement. Pour bavarder, jouer à la pétanque, passer le temps entre



L'île aux oiseaux est aussi un lieu de nidification pour les cygnes.

Balades au fil de l'eau

amis, « *sans oublier la sieste* », plaisante René. Pourtant, en fond sonore, ce n'est pas le paisible bruit de l'eau que l'on entend, mais le tumulte du flot autoroutier, qui laisse le canal sans voix.

Le Fossé des remparts taille sa route en ligne droite, derrière la gare, entre l'ancienne ceinture fortifiée et l'A 35. Emmuré, cerclé de bitume, ce n'est pas le mieux loti des cours d'eau de la ville. Et pas le mieux entretenu. « *C'est le nouveau système des feignants, on laisse faire la nature* », raille René. Alain, lui se souvient. « *Il y a 50 ans, on pouvait se baigner dans le canal.* » Difficile de l'imaginer en regardant l'état du canal aujourd'hui.

Des eaux boueuses, profondes d'un trentaine de centimètres seulement. Le canal semble délaissé. Les débris jonchent les berges et l'on aperçoit les collecteurs d'eau de ruissellement de l'autoroute s'y déverser. Pourtant, au milieu des voies de circulation, le canal du Fossé des remparts crée une étonnante « entaille » verte. Et mériterait un peu plus de considération.

• ÎLE AUX OISEAUX

« *J'habite près d'ici, dans le quartier du Marais. C'est un vrai bonheur d'avoir un endroit pareil à deux pas de chez soi.* » Pour cette passionnée d'ornithologie, l'île aux oiseaux à Schiltigheim

l'or bleu



MAXIME MEYER/CUEJ

n coût de 64,5 millions d'euros.

clients peuvent se décider plus vite et investir davantage que ce qu'ils avaient prévu», explique Michel Rezer.

Préserver la biodiversité

Depuis 2000, la directive cadre sur l'eau, adoptée au niveau européen, place le développement durable au centre de la gestion et de la protection des eaux dans les bassins hydrographiques. Strasbourg fait partie du bassin Rhin-Meuse. « Le mouvement écologiste a eu une influence indéniable sur la création des trames vertes et bleues », analyse François Nowakowski.

est un petit paradis. Il regorge de foulques, colverts, moineaux, cormorans, hirondelles et hérons.

Avec sa voisine, elle se promène souvent jusqu'au croisement entre l'Ill, l'Aar et le Canal de la Marne au Rhin. Assises sur le banc, elles discutent de la vie du quartier. Elles ont sympathisé avec quelques locataires des jardins ouvriers qui longent l'Ill à cet endroit. « On se dit bonjour, on discute un peu. Parfois, ils nous offrent un légume, un fruit ou encore une fleur. »

● RHIN TORTU

Ses eaux viennent du Rhin et serpentent lentement de Plobsheim jusqu'aux canaux de l'Ill à Strasbourg. La

A Strasbourg, sept projets de réhabilitation de cours d'eau ont été prévus pour la période 2010-2012, notamment la restauration du Canal des Français à la Robertsau, celle du Muhlbach de Koenigshoffen ou encore celle de l'Ostwaldergraben dans le quartier de la Montagne-Verte. « La biodiversité est au cœur de ces projets, confirme Rémy Gentner, le responsable de la trame bleue, car en dehors de la Bruche, qui est restée relativement sauvage, les cours d'eau sont globalement très dégradés. Les méandres ayant été supprimés, le débit a augmenté et a perturbé le fonctionnement écologique. »

Des travaux ont déjà été effectués sur la Souffel, entre Reichstett et Souffelweyersheim : « Sur 450 mètres, la rivière a été déviée pour regagner son ancien lit, afin que les bas côtés puissent être inondés : ces zones humides voient proliférer oiseaux et grenouilles. » Les promeneurs n'ont pas été oubliés car un chemin longe la rivière : « L'aspect paysager entre aussi en compte », indique Remy Gentner. Le coût des travaux est estimé à 1,6 million d'euros.

Avec les ateliers urbains, la CUS cherche à intégrer le facteur humain dans la trame bleue. « Il s'agit surtout de créer de la biodiversité. La société et l'économie, pourtant au cœur du développement durable, ne semblent pas être pris en compte », critique Luna d'Emilio qui pointe un possible danger : « Les urbanistes risquent de recommencer à travailler par secteurs séparés, avec la nature d'un côté et les humains de l'autre. »

rivière, praticable à pied ou à vélo, passe par le parc Schulmeister de la Meinau. Par beau temps, on y croise des coureurs, des familles et des couples qui échangent quelques baisers sur des bancs.

Dans une petite crique, les branches d'un saule viennent caresser le Rhin Tortu. C'est un lieu de prédilection pour les animaux de compagnie.

Une jeune femme lance une balle de tennis dans la rivière. Deux chiens se précipitent pour la récupérer. « Je viens souvent me promener ici. Les chiens aiment faire trempette. C'est un lieu idéal, pas loin de la maison et assez dépaysant, mine de rien. »

Du canal au ruisseau

Longtemps abandonné, le canal des Français va être remis en eau en septembre 2012.

Il n'y a plus d'eau. Juste quelques flaques et des broussailles à perte de vue. A travers les branchages et la forêt, on distingue un large fossé qui sillonne le parc du Pourtalès, à la Robertsau. C'est le tracé de l'ancien canal des Français, construit par l'architecte militaire Vauban au XVII^e siècle, pour permettre le transport des troupes. Il y a cinquante ans, ce canal était alimenté par celui de la Marne au Rhin, à partir du quai Vauban. Dans les années 1970, la Ville a comblé le tronçon entre la prise d'eau et le parc de Pourtalès pour y installer des conduites d'assainissement. A cause du manque d'entretien, le reste du canal s'est asséché au fil des années. Il va bientôt renaître, grâce à des travaux de remise en eau qui débuteront en septembre 2012.

L'objectif principal ? « Permettre à la faune et à la flore locales de se développer à nouveau sur toute la longueur du canal », explique Françoise Buffet, adjointe PS au maire chargée du développement durable et responsable du projet de réhabilitation. Mais le nouveau canal n'aura vraisemblablement plus grand

chose à voir avec l'ancien. Lors d'une consultation des habitants, un tracé sensiblement différent de celui d'origine a été retenu. La première tranche des travaux portera sur 2,6 km. Elle ira de la ferme Bussière, près du parc de Pourtalès, au Hellwasser, à l'endroit où l'ancien canal se jetait dans l'Ill au nord de la Robertsau. La seconde tranche concernera la partie située au sein du parc même. En creusant, l'eau remontera de la nappe phréatique située à 40 ou 50 centimètres de la surface du sol.

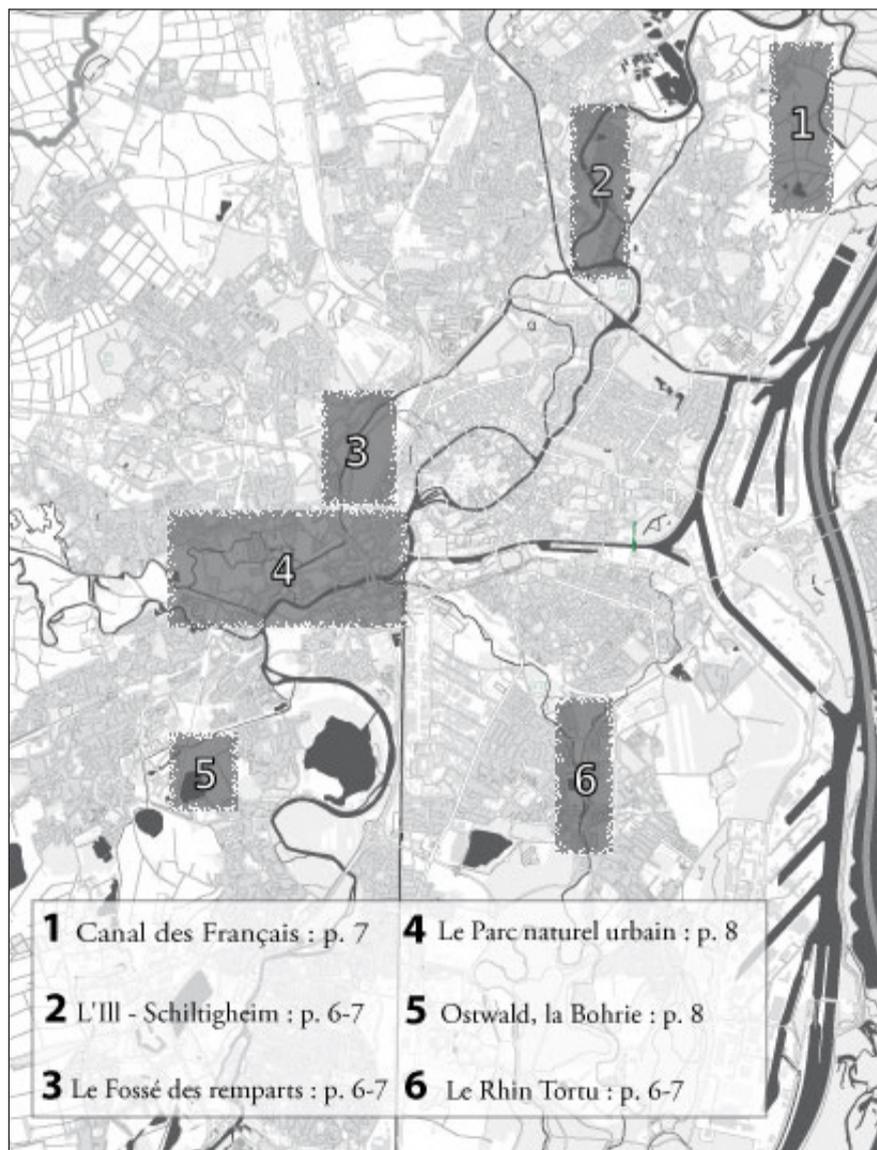
« Ma grand-mère y lavait son linge »

Gérard Decker-Wurtz a grandi à la Robertsau. Il se souvient : « J'avais cinq ou six ans à l'époque. Le meilleur coin pour la baignade était situé vers le pont du Beltzwoerth, il y avait de la profondeur à cet endroit. » Pierre Zimmermann, un habitant du chemin du Grand Belzwoerth, a aussi connu ce cours d'eau. A cette époque, sa grand-mère habitait ici. L'ancien canal faisait treize mètres de large et passait dans le jardin derrière la maison. « Certains jours, ma grand-mère allait y laver

son linge. Pendant ce temps-là, elle m'autorisait à pêcher pendant deux ou trois heures. » Avec le nouveau canal, cela ne sera sans doute pas possible, car, selon Françoise Buffet, le ruisseau devrait faire environ 1,50 mètre de large et il sera peu profond.

Pierre Zimmermann, passionné de pêche, se réjouit de la remise en eau. « Ce fossé ne sert à rien, certaines personnes l'utilisent comme dépotoir. Il ne mérite pas ça. » Mais il regrette que le projet ne soit pas davantage tourné vers les activités humaines. Il rappelle qu'à une certaine époque, le canal des Français alimentait les deux étangs — dont il était garde-pêche — au bout de la rue Fennwoerth. Le cours d'eau ne le permettra pas, car il n'aura pas assez de débit.

Françoise Buffet comprend que certains habitants soient nostalgiques. Mais selon elle, la réhabilitation n'est pas conçue uniquement pour l'environnement. Elle prend en compte les envies des habitants avec, par exemple, la création d'une piste cyclable le long du canal. « Nous souhaitons, dit-elle, que les gens se réapproprient leur cours d'eau. »



VINCENT DI GRANDE/CUEJ

Construire autour de l'eau

A Ostwald, 1000 logements seront construits autour de l'étang du Bohrie. Avec une attention particulière portée à la variété des animaux et des végétaux.

L'AMÉNAGEMENT des rives du Bohrie, à Ostwald, est un symbole de la politique de réappropriation des lieux d'eau par la CUS. L'étang du Bohrie, est une ancienne gravière. Elle s'étend sur 7 hectares et atteint 40 mètres de profondeur.

Des pêcheurs y jettent leur ligne, tandis que des déchets témoignent d'une activité sur les berges. Les abords de l'étang sont encore relativement sauvages et les sentiers qui le contournent sont en terre. « Avec le nouveau quartier, il va y avoir des pistes cyclables et des zones piétonnes tout autour », explique Joël Maechel, responsable du service technique à Ostwald.

Une grande valeur écologique

Lancé en 2010, le projet vise à bâtir un lotissement de type éco-quartier, avec 1000 logements. L'emplacement est actuellement occupé par des friches et des cultures céréalières, qui s'étendent entre l'étang et le quartier voisin. Le terrain est irrégu-



Au Bohrie, la baignade est interdite et seuls les pompiers et la brigade fluviale y effectuent des exercices.

lier et inondable. Du coup, il est prévu de limiter l'urbanisation du quartier à 8,1 hectares sur les 49 du secteur. La plupart des équipements seront concentrés au centre de cette plaine, sur son point le plus haut.

L'Ostwaldergraben, qui longe l'étang par le nord, constitue un site à forte va-

leur écologique. Ce ruisseau, long de sept kilomètres, abrite plusieurs espèces protégées comme le crapaud vert, présent uniquement en Alsace et en Corse.

Le projet d'éco-quartier préconise le maintien d'une bande naturelle de 50 mètres de large le long du ruisseau afin de recréer un

milieu naturel local et « d'assurer une continuité écologique entre le site de confluence de l'III et de l'Ostwaldergraben à l'est, et la gravière du Bohrie, à l'ouest ». Cet espace de renaturation est déjà en partie mis en place et protégé par un fossé planté d'espèces denses et dissuasives. « L'aménagement de cette

zone a commencé il y a quatre ou cinq ans, en contrepartie des travaux liés à l'arrivée du tram, au sud. Il se poursuit avec le projet actuel », indique Joël Maechel.

Stocker le surplus d'eau

Une prairie humide sera également créée de part et d'autre de l'îlot d'habitations central. Cet espace stockera le surplus d'eau dans la zone, notamment lors de fortes pluies. Cette grande étendue semi-aquatique dessinera un paysage alternant bassins naturels et prairies. Elle abritera ainsi des végétaux en osmose avec ce type de site : roseaux à épis ou à massettes, joncs, iris, arbustes comme des saules, ainsi que des peupliers et des bouleaux. La prairie humide participera au maintien d'une zone aquatique en favorisant l'installation d'une faune et d'une flore spécifiques, constituées notamment de batraciens ou d'insectes. Les travaux de nivellement débiteront l'année prochaine, alors que les premiers logements sont attendus pour 2014.

Valoriser les sites aquatiques

Peu fréquenté, l'espace vert de Koenigshoffen pourrait devenir un Parc naturel urbain.

AU sud-est de Strasbourg, à cheval sur Montagne-Verte, Koenigshoffen et l'Elsau subsiste un écrin vert et bleu, entrelacs de rivières, d'étangs et de forêts. Le long de ses rives, il fait bon flâner, comme au parc Eugène-Imbs. Un dimanche ensoleillé, deux familles pique-niquent tandis que leurs enfants jouent sur le terrain de basket. A côté, le paisible cours d'eau,

le Muhlbach, est parsemé de petits ponts et d'arbres tordus. Canards et cygnes y barbotent.

Un peu plus loin, des jardiniers entretiennent leurs parcelles, toutes alignées le long du Muhlbach. Jaka Matic, une retraitée de 67 ans qui habite à la Montagne-Verte, y passe ses après-midi pour oublier ses soucis : « J'ai un fils handicapé. Quand je viens ici, je

respire différemment. Je pense à autre chose. »

De l'autre côté des rails, un camping, le bois de Kupferhammer et encore le Muhlbach. Au bord de la rivière est posée la Villa du Kupferhammer et la Tour Schloessel. Relique des douze tours de guets construites à la fin du XVI^e siècle, elle était entourée de multiples cours d'eau, pour la plupart asséchés de nos jours, et qui ont permis l'établissement de plusieurs moulins dans les environs. Près d'ici, à Koenigshoffen, on trouve aussi un cimetière juif du XVIII^e siècle, le Moulin de la Chartreuse et le domaine des Capucins.

Environ 400 mètres plus au sud-est, on se retrouve au bord du canal de la Bruche et de sa double écluse. Marc Riedemann, 30 ans et professeur de lycée, y promène son chien. Avec son amie, il vient d'emménager dans un appartement à deux minutes à pied. « La proximité du canal était un critère pour choisir cet appartement. Maintenant, je suis directement dans la verdure. Ici, c'est la campagne dans la ville ! » Son colley n'est pas

tenu en laisse et en profite pour se baigner.

A la croisée du canal et de l'III, M. Le Bon, 61 ans., pêche avec sa femme. Il faut parler doucement pour ne pas faire fuir les poissons. « Je passe tous mes après-midi ici, de mai jusqu'à novembre. La pêche, c'est pas pour manger les poissons, c'est pour le plaisir. »

Une eau de bonne qualité

David Pierron, agent de développement de la fédération du Bas-Rhin pour la pêche et le milieu aquatique, recommande le secteur : « Ce sont de bons coins. La qualité de l'eau de l'III et de la Bruche est globalement très bonne et elle s'améliore. Le saumon qui avait disparu à la fin des années 1950 remonte de nouveau les deux rivières depuis une vingtaine d'années. »

En face de l'île Weiler, un saxophoniste s'exerce au bord de l'eau. Derrière son pupitre, il joue du jazz. « J'habite dans le centre-ville et mon voisin ne m'accorde que 45 minutes par jour pour jouer dans mon appartement,

donc je viens ici tous les week-ends pour m'entraîner. »

La CUS a mis du temps pour comprendre la valeur de cet espace naturel en pleine ville. Elle a bien adopté un projet de Parc naturel urbain en 1996, mais l'a oublié dans ses tiroirs. C'est en 2008 que le député Armand Jung (PS) ressort le projet. Cette fois, les habitants sont invités à donner leur avis sur cette zone de 311 hectares, dans le cadre d'un atelier urbain. Entamée en mai 2011, la démarche n'a pas encore abouti. « Dans une première phase, il a fallu redécouvrir le territoire et réaliser un diagnostic », explique Béatrice Pipart, du service environnement et écologie urbaine de la CUS. Une trentaine de personnes s'investissent dans l'élaboration de petits projets. Il y a un dynamisme remarquable dans la participation des résidents du quartier car le projet change la vision des habitants sur le territoire. » Prochaine étape : des visites de terrain par les membres de l'atelier urbain. La première promenade aura lieu le 30 juin sur le thème de « L'eau dans la ville ».



Lieu incontournable pour les habitués du parc Eugène-Imbs la Villa du Kupferhammer borde le Muhlbach.

DOSSIER
RÉALISÉ PAR :
VINCENT DI GRANDE,
ELISA HEIDENREICH,
MAXIME MEYER,
CHARLOTTE STÉVENARD

Locataires attendus au centre de tri

Délaissé par la Poste et racheté par la CUS en 2009, le centre de tri de Schiltigheim est toujours en friche. La reconversion du site reste, pour le moment, en suspens.



EMILIE JÉHANNO/CUEI

La Communauté urbaine de Strasbourg comptait faire de l'ancien centre de tri une zone franche urbaine. La crise économique a mis fin à ce projet.

AU milieu des bâtiments décrépits, des caméras de sécurité surveillent l'ancien centre de tri postal de Schiltigheim. Elles sont là pour dissuader d'éventuels squatteurs ou les curieux indésirables de pénétrer sur le site.

Situés rue du Chêne, ces locaux – un bâtiment principal de cinq étages aux vitres brisées, entouré par des hangars de stockage – ont été désertés par la Poste au début des années 2000, après qu'elle a déménagé à Holtzheim. Ce n'est qu'en 2009 qu'ils ont trouvé preneur. La Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) les a rachetés pour 3,2 millions d'euros.

25 000 m² en stand by...

Quatre ans plus tard, la CUS ne sait toujours pas quoi faire de cet immense espace de plus de trois hectares. Les raisons : la vétusté des bâtiments de 25 000 m² et l'enclavement du centre de tri, coincé entre un quartier résidentiel en construction à Cronembourg et l'A35.

La CUS espérait pourtant rentabiliser rapidement ces terrains. Au moment du rachat, elle envisageait de transformer le centre de tri en zone franche urbaine. L'objectif était d'exonérer de charges les entreprises pour développer l'activité économique. Le site dispose en plus d'un atout : il est

connecté aux voies ferrées. Mais la crise économique a frappé et le privé s'est montré plus frileux.

Feyel-Artzner, le producteur de foie gras schillikois, qui, en 2009, a conclu, un accord avec la CUS pour le rachat d'un hectare, retarde depuis la transaction. « Il est clair que vu l'environnement économique et ses incertitudes, nous prenons notre temps, sans remettre en cause le projet d'extension de notre entreprise », souligne Jean Schweibel, PDG de Feyel-Artzner.

« Pour l'instant, tout est en stand-by », confirme Raphaël Nisand, le maire PS de Schiltigheim. Deux études, dont les résultats se font attendre, ont été engagées par la CUS : une sur la pollution de l'air, l'autre sur la résistance des sols des bâtiments.

« J'habite ici depuis 20 ans, il y avait beaucoup d'activités dans toute la rue du Chêne. On ne pouvait même plus se garer ! Maintenant, c'est mort », déplore un voisin, Joël Laurin, 57 ans, en désignant la paisible voie où il promène son chien, Danton, un montagnard des Pyrénées. Il plaide pour la venue d'un supermarché ou « d'un parc pour les enfants ».

De nouvelles idées ont émergé. Plusieurs cabinets d'architectes ont ainsi élaboré des études de faisabilité pour la réhabilitation du centre. Leurs projets mélangent démolition, construction et rénovation. En 2009, à la demande de la CUS, le cabinet

AHa (Alexandre Hordé architectes) proposait, au choix, de restaurer le bâtiment central pour en faire des bureaux ou de tout détruire pour créer un hôtel d'entreprises. Le cabinet de Patrick Schweitzer a envisagé d'édifier une résidence pour seniors, à la demande d'une agence immobilière, cette fois. Mais toutes ces propositions restent suspendues aux résultats des études environnementales commandées par la CUS.

Mal desservi en transports en commun

Pour Raphaël Nisand, « il peut y avoir une synergie » avec la transformation urbaine de Cronembourg. Seulement, il faut attendre que le nouveau quartier à côté du centre de tri, rue de Hochfelden, trouve ses habitants. 200 logements sont en construction. Leur livraison est prévue d'ici à 2015.

L'arrivée du Bus à haut niveau de service (BHNS), envisagée à l'horizon 2014, plus rapide grâce à une voie de circulation réservée, suscite des espoirs. « Cela facilitera la réhabilitation de l'ensemble du site, il sera à 12 minutes de la gare de Strasbourg », insiste Raphaël Nisand. Car l'ancien centre de tri est plutôt mal desservi par les transports en commun. Seule la ligne 50 dessert le site, avec un bus toute les 20 minutes. Le BHNS permettrait une circulation plus fréquente.

Un collectif d'artistes et d'artisans, baptisé Centre de tri, voudrait, lui aussi, investir les lieux. Il s'est créé en octobre 2011 autour de Papier Gâchette, une maison d'édition et imprimerie associative qui cherche depuis plusieurs années à se reloger. Papier Gâchette occupe actuellement un squat, propriété de la CUS, route des Romains, derrière la gare de Strasbourg.

La maison d'édition associative, expulsable à compter du 16 avril, a reçu en janvier une proposition de relogement de la part de la CUS. Elle pourrait s'installer au centre de tri, moyennant un loyer mensuel de 300 euros pour 300 m². Mais là encore, il convient d'attendre le résultat de l'étude sur la résistance des sols pour savoir si le poids du matériel d'imprimerie pourra être supporté.

La CUS envisage la réhabilitation du bâtiment principal. Récemment, elle a présenté à Papier Gâchette un plan d'aménagement pour installer ses ateliers.

Un collectif d'artistes veut investir les lieux

Mais pour la maison d'édition associative et le collectif, cette proposition est insuffisante. « On espère bien que Papier Gâchette pourra s'installer dans ces locaux. Mais on a toujours vraiment envie d'intégrer l'ensemble du collectif au centre de tri postal », appuie Marie Van Gysel, artiste membre de Papier Gâchette et du collectif schillikois.

Le projet de Centre de tri ? Créer des ateliers artistiques où le public pourra être impliqué, comme une salle d'expression corporelle, un atelier vidéo ou un garage associatif. Les artistes voudraient pouvoir louer 1500 à 2000 mètres carrés de locaux. Mais pour la CUS, « il n'est pas envisageable d'accueillir le collectif au centre de tri ».

La nature reprend ses droits

Pour mettre en lumière leur projet et essayer d'imposer la présence du collectif au centre de tri, les artistes ont organisé le 15 avril dernier une fausse inauguration des locaux. Le maire de Schiltigheim y a fait une apparition remarquée. « Je trouvais l'initiative rigolote. Mais, nuance-t-il, ce qui pourrait être installé au centre de tri en terme culturel serait archi-temporaire et précaire. La CUS dépense de l'argent pour la culture, mais là, ce n'est pas prévu », insiste Raphaël Nisand.

Pour le collectif, ce refus montre que la CUS ne veut pas engager trop d'argent dans la culture et qu'elle a d'autres projets plus lucratifs pour le centre de tri.

En attendant que la CUS se décide, la nature reprend ses droits. Les mauvaises herbes envahissent le terrain et s'élèvent de plus en plus haut le long des murs. Derrière les grilles, rue du Chêne, on parvient tout juste à distinguer l'enseigne de la Poste.

EMILIE JÉHANNO

Bischheim bichonne ses fleurs

La commune et ses habitants s'activent pour le passage, en juillet, du jury national des villes et villages fleuris, afin de garder leur statut quatre fleurs.

AVEC Holtzheim, Bischheim est la seule ville de la CUS à afficher, depuis 2003, quatre fleurs au classement national des villes et villages fleuris. Seules 216 communes sur 36 682 ont ce statut en France. A Bischheim, ville de 18 000 habitants, l'ampleur de la tâche est considérable.

« Le but est d'offrir aux citoyens un cadre de vie agréable dans une ville très urbanisée qui compte environ 35% de logements sociaux », indique l'adjoint UMP en charge de l'aménagement urbain et de l'environnement, Patrick Koch.

Du côté des services techniques de la municipalité, le fleurissement a lieu au printemps, en été, et en automne. Soit 83 000 fleurs et 180 variétés disposées sur 140 points à travers la ville. A titre de comparaison, Strasbourg produit 173 000 végétaux pour quelque 270 000 habitants. Ceux de Bischheim sont aussi des produits maison. 90% des végétaux sont élevés à la floriculture municipale.

Là-bas, les plantes, achetées sous forme de micro mottes, sont cultivées pendant plusieurs mois sur place, sous quatre tunnels de 1220m². « Cela permet

d'assurer la qualité des fleurs, et d'être plus indépendant », assure Patrick Koch. En plus des quinze agents des parcs et jardins dont le fleurissement (plantation, entretien) ne représente qu'une partie des activités, huit personnes travaillent tout au long de l'année notamment dans les tunnels de la floriculture.

La qualité plutôt que la quantité

Le jury des quatre fleurs passera en juillet. En attendant, pas de place pour l'improvisation. « On a des plans de massifs, que l'on compose vers octobre. Il faut par exemple réfléchir à l'évolution de chaque fleur par rapport à l'autre et trouver les bonnes associations de couleurs. C'est de la vraie création artistique », soutient Joël Haas, responsable des parcs et jardins.

Mais le fleurissement n'est pas le seul facteur de notation du jury. L'utilisation de l'eau et la dimension écologique comptent aussi ; conduisant à des évolutions compatibles avec un contexte de restriction budgétaire. 265 000 euros sont provisionnés cette année, soit une diminution de 8% par rapport à 2011. Le volume de plantes utilisé a glissé de 106 000 en 2009, à 83 000 cette année.



Comme ses habitants du 26 rue du Fossé-Neuf, 194 bischheimois ont participé en 2011 au concours du fleurissement de la ville.

« On essaie, aujourd'hui, de faire plus de qualitatif en améliorant nos techniques et nos compositions », résume Jean-Denis Klein, responsable cadre de vie et environnement de Bischheim. Le recours croissant à des plantes vivaces plus grandes et moins gourmandes en eau permet aussi d'arriver à ce résultat.

Mais le statut quatre fleurs ne se gagne pas seulement par le travail des agents municipaux. Il requiert aussi une

participation des citoyens. Bischheim peut compter sur des habitants très motivés. La Ville organise aussi son propre concours de fleurissement. Il a réuni 194 participants en 2011 contre une petite centaine à Schiltigheim, commune pourtant plus peuplée.

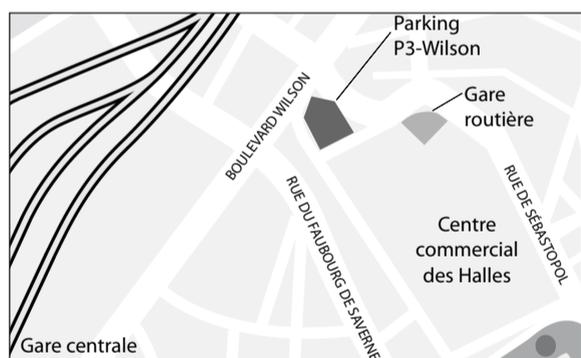
Sur son balcon, Bernard Conrath, 78 ans, fait pousser des fleurs depuis une vingtaine d'années. Il a déjà remporté le concours à de

nombreuses reprises. « Au départ, je faisais tout de la même couleur. Maintenant je varie, c'est plus subtil. Cela demande beaucoup d'entretien, mais c'est d'abord un plaisir », conclut-il. Du côté des maisons fleuries, Irène Klein, 59 ans, a remporté le prix lors des deux dernières années. « J'adore travailler dehors, s'exclame-t-elle. C'est beau de voir sa maison et sa ville fleurie, ça met de bonne humeur. »

MARC SCHMITT

La gare routière cherche sa voie

Le terminus du centre-ville changera de visage à l'occasion du réaménagement de la place des Halles. La date du début des travaux reste encore à fixer.



« Une situation actuelle n'est pas satisfaisante. » Le maire de Strasbourg, Roland Ries, l'a admis le 11 mai dernier lors d'une visite publique place des Halles. En ligne de mire, la gare routière, accolée à l'arrière de la place, écrasée par le centre commercial et des tours d'habitation. « La gare routière, en l'état actuel, n'est pas très agréable à regarder. Une rénovation permettrait de la mettre en valeur », estime Anne Leroy, directrice de proximité du quartier Gare-

Kléber et centre-ville. Des bandes de peinture pour le stationnement des cars, des bureaux en préfabriqué, et... C'est tout. « Les riverains ne veulent pas d'une construction en dur dans cet espace déjà restreint », précise Lise Munch, responsable marketing de la gare routière, qui dépend du conseil général. Pas d'abribus ; le seul lieu abrité se résume à la salle d'accueil du préfabriqué de la gare routière. On ne trouve ni quais d'embarquement ni passages pié-

tons. Du coup, les usagers traversent la gare de manière anarchique. « C'est assez dangereux », concède Lise Munch, d'autant que les cars font parfois des marches arrière. Mais il n'y a jamais eu d'accident. »

En semaine, la gare routière est le terminus de 132 cars, et le point de départ de 128 autres. Six mille personnes transitent ici quotidiennement, un chiffre en constante augmentation. Le phénomène est couplé à une hausse de l'offre.

Un emplacement stratégique

Les 2500 m² de la gare routière permettent d'accueillir une douzaine de véhicules. C'est un espace suffisant même aux heures de pointe. Les lignes 203 et 210 s'arrêtent au niveau de la station Rotonde, ce qui soulage en partie la gare routière. De plus, les cars ne restent pas longtemps

sur place. Soit ils repartent immédiatement, soit les chauffeurs les conduisent au dépôt de la Compagnie des transports strasbourgeois à Cronenbourg.

Un atelier de travail, organe de concertation mis en place par la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) entre les habitants, les commerçants et les décideurs, planche sur des propositions de réaménagement de la place des Halles. Au départ, la gare routière n'était pas incluse dans les discussions, mais elle s'est imposée de fait dans l'atelier.

A l'entrée du centre-ville, l'emplacement est idéal. « Si la gare des Halles était fixée plus loin, ce ne serait pas intéressant pour les usagers car le service serait moins bon », estime Jean-Philippe Cali. Le projet principal de l'atelier préconise l'installation de la gare routière au rez-de-chaussée du parking P3-Wilson, qui serait détruit, puis reconstruit. Cela

pourrait limiter le bruit dû à la concentration de cars au centre-ville. « Le trafic actuel génère des nuisances sonores excessives pour les habitants », relève Marie-Laure Garibou, de l'Association Strasbourg résidents et amis du centre-ville (Stra.ce). Un constat qui n'est pas totalement fondé, selon les études réalisées par le service Hygiène et Santé de Strasbourg. « Il y a des nuisances dues à la voirie, mais les cars sont à l'arrêt sur la place des Halles », indique Mohamed Mezian, acousticien à la mairie de Strasbourg. Le volume monte entre 60 et 65 décibels la journée. Le seuil de 68 décibels pas n'est dépassé. »

« On en a pour des années », prévient Julien Bartoletti. Le 5 juillet, les résultats de l'atelier seront présentés publiquement. En octobre, la CUS fera un point sur les perspectives d'aménagement. Les éventuels travaux commenceront bien plus tard.

MICHAEL MARTIN

Du manège à la mosquée

En septembre prochain, l'Association culturelle maghrébine du Neuhof (ACMN) s'installera dans une nouvelle mosquée, sur l'ex-site militaire du manège Solignac.

L est 13h, ce vendredi 18 mai place de Hautefort. Des personnes se pressent autour de l'ancienne médiathèque et mairie de quartier du Neuhof. Il y a deux ans, l'Association culturelle maghrébine du Neuhof (ACMN) a investi ces lieux. Depuis, les fidèles musulmans s'y rendent pour la prière.

Hommes et femmes sont séparés. Ces dernières, réunies dans une petite pièce, sont une quarantaine. Quant à la salle réservée aux hommes, elle est comble et ne cesse de se remplir bien après l'appel de l'imam. Les casiers débordent de chaussures de ville, baskets, sandales et babouches. Des fidèles doivent se résoudre à écouter l'imam debout dans l'entrée ou dans une pièce annexe remplie de chaises et de tables.

Cinq à six déménagements

Lors de ce week-end du pont de l'Ascension, l'ex-médiathèque du Neuhof a accueilli jusqu'à près de 400 fidèles. La semaine précédente, ils étaient environ 200. Créée en 1983, l'ACMN a d'abord géré un lieu de culte,

puis ensuite étendu son activité à des actions culturelles.

Depuis sa création, l'association a connu « cinq à six déménagements », raconte Hakim Elhamri, son vice-président. Nadia Ghaouaci, une fidèle de 32 ans, se rappelle du dernier lieu de prière avant l'emménagement place de Hautefort il y a deux ans : « Les femmes priaient dans un appartement rue de Périgueux et les hommes dans un bâtiment derrière une église protestante, rue Maryse-Bastie. »

L'installation dans l'ancienne médiathèque, mise à disposition par la mairie, a été le début de la reconnaissance pour l'ACMN. En septembre prochain, elle sera totale, car les fidèles pourront prier dans une véritable mosquée, située à dix minutes de la médiathèque sur l'ex-site militaire du manège Solignac au Neuhof.

Les futurs locaux de l'ACMN ont été achetés en 2005 à l'armée par la Ville. En décembre 2011, la municipalité s'est engagée à participer à l'aménagement de ce nouveau lieu de culte dont le coût s'élève à 500 000 euros. Les fidèles disposeront d'une surface de 700 m², dont une

salle de prière de 300 m² et des espaces de convivialité. Située le long de la rue de Bergerac, la future mosquée n'aura pas de coupole, car la rénovation respectera le caractère patrimonial de l'ancien manège qui date du début du XX^e siècle.

Egalité entre les cultes

Cette nouvelle mosquée vient s'ajouter aux trois autres édifices religieux récemment construits : la Grande mosquée, celle de la Cité de l'Ill à la Robertsau, et celle de HautePierre. Un homme de 60 ans fréquente l'association depuis 1982. Selon lui, la construction de la Grande mosquée est une bonne chose, mais un lieu de prière de proximité reste « essentiel pour les personnes âgées et les personnes malades ». « Et puis, la Grande mosquée ne sera jamais assez grande pour accueillir tous les fidèles », ajoute Hakim Elhamri.

Avec ce nouvel emménagement, la mairie affiche sa volonté de traiter les différents cultes à égalité. En vertu du régime concordataire d'Alsace-Moselle, les collectivités territoriales peu-



LISA AGOSTINI/GUE

vent soutenir les associations culturelles pour la construction des édifices religieux.

Dès la fin des années 1990, avec le premier mandat de Catherine Trautmann (PS), la municipalité s'est posée la question des lieux de culte musulman en lançant l'idée d'une Grande mosquée. Pour Jean-Michel Cros, chargé de mission pour l'étude et l'observation de la vie religieuse auprès de la Ville, « cette volonté s'est concrétisée par la délibération de principe sur la pratique du culte musulman en mars 1999. Elle a fixé trois

conditions à la construction d'un lieu de culte. » Une communauté de fidèles, un projet architectural et un plan de financement sont nécessaires. « Les associations peuvent alors toucher 10% des frais de construction TTC et bénéficier d'un bail emphytéotique (un bail immobilier de longue durée, de 50 ans pour la mosquée du Neuhof ndr), à l'issue duquel elles peuvent acheter le bâtiment », ajoute Jean-Michel Cros. Répondant à ces trois critères, l'ACMN a reçu l'aide de la mairie.

Hakim Elhamri, vice-président de l'Association culturelle maghrébine du Neuhof, inspecte les travaux.

LISA AGOSTINI

Ecrivain à la demande

Pour rédiger leur courrier, les Illkirchois peuvent demander l'aide d'un écrivain public au Centre communal d'action sociale (CCAS).



YOLÈNE THOREZ

Louis Loechleiter doit parfois dépasser l'horaire prévu.

C'EST la troisième fois qu'elle rencontre l'écrivain public au Centre communal d'action sociale (CCAS) d'Illkirch-Graffenstaden. Actuellement en procès, Michèle* ignore le vocabulaire juridique et a besoin d'aide. « Alors, du nouveau pour vous ? », lance Louis Loechleiter, tandis que

Michèle prend place dans un bureau. La suite reste privée. « Ce n'est pas toujours évident de trouver les mots, confie cette femme âgée d'une cinquantaine d'années. J'explique ma demande et nous rédigeons ensemble. »

Depuis le 13 avril, Louis Loechleiter, qui habite depuis douze ans à Illkirch, pro-

pose bénévolement une permanence au CCAS tous les vendredis, de 14h à 15h30, en tant qu'écrivain public.

Chose promise, chose due

L'objectif ? Aider les personnes à rédiger leurs lettres et courriers administratifs, gratuitement et sans rendez-vous. « La plupart des gens que je reçois sont des étrangers ne maîtrisant pas la langue, ainsi que des illettrés et des analphabètes », relate ce bénévole. Il rédige principalement des curriculum vitae, des courriers pour la Caisse d'allocations familiales ou encore des lettres au procureur.

L'ex-cadre dans une caisse de retraite savait depuis ses jeunes années qu'il proposerait cette initiative. « Quand j'étais à l'armée, 20% des gens ne savaient ni lire ni écrire, raconte-t-il. J'ai alors tenu des cours d'alphabétisation pendant 18 mois, et je me suis juré que je m'occuperais de cette population à la retraite. »

Chose promise, chose due. Tout juste retraité, il s'adresse à une élue d'Illkirch pour lui faire part de son projet. « J'ai trouvé l'idée excellente et je l'ai tout de suite validée », renchérit Huguette Heckel, maire adjointe chargée de la politique sociale, des personnes âgées et de l'animation de la ville. Si le dispositif est nouveau au CCAS, il ne l'est pas pour la commune. Magali Rhaoti, conseillère en économie sociale et familiale au centre socioculturel d'Illkirch, y tient une permanence administrative depuis 2007 : « J'ai mis en place ce dispositif car les travailleurs sociaux étaient débordés », explique-t-elle.

Un succès qui ne se dément pas

La proposition est semblable à celle du CCAS. La seule distinction tient au fait que Magali Rhaoti gère davantage de formulaires tels que des demandes de logements ou des inscriptions à

Pôle Emploi tandis que Louis Roehleiter s'attache davantage à l'écriture au sens strict. Pour Evelyne Pataud, responsable du CCAS, c'est une « plume neutre ».

Selon Huguette Heckel, ce qui diffère vraiment, c'est le public. Le centre socioculturel est implanté au cœur du quartier Lieberman, qui regroupe près de la moitié des logements sociaux de la commune. Les habitants de nationalité étrangère y sont nombreux. Magali Rhaoti est passée de quatre permanences administratives en 2008 à 33 l'an dernier, grâce au bouche-à-oreille. Le CCAS, quant à lui, se trouve dans un quartier un peu plus aisé. Les deux dispositifs sont donc complémentaires.

L'écrivain public du CCAS veille à « ne pas expédier » ce travail. Depuis sa mise en place, le dispositif prend de l'ampleur avec au moins trois personnes à chaque permanence.

YOLÈNE THOREZ

*Le prénom a été modifié.

Mémoire(s) d'Illkirch

Né à Illkirch-Graffenstaden, Jean-Marie Zugmeyer est devenu l'historien d'une ville pour laquelle il s'est beaucoup investi et qu'il aime faire découvrir.

LES ponts d'Illkirch, l'usine de Graffenstaden, l'école des sœurs, la mairie. Voilà quelques endroits dont il connaît l'histoire par cœur. Jean-Marie Zugmeyer est la mémoire d'Illkirch-Graffenstaden. Né en 1946, l'ancien professeur de dessin industriel s'est pris de passion pour le passé de cette ville au sud de Strasbourg. Il vient de publier le tome deux de *Fragments d'histoire*, un recueil d'articles retraçant l'histoire de la commune de 1935 à 2000 (1). Portrait de cet Illkirchois authentique et de sa ville à travers six lieux.

● MAISON NATALE

22, rue des Menuisiers. Une maison dans un quartier résidentiel derrière la mairie, construite en 1905. La rue du Menuisier est apparue au début du XX^e siècle, tout comme les voies adjacentes Fux, Rohmer et de la Fonderie. La Société alsacienne de construction mécanique (SACM) a subventionné, avec un prêt à taux zéro, la construction de ces habitations à un étage avec jardin. « C'est là où j'ai passé toute ma jeunesse, avec mes deux frères, ma grand-mère et mes parents », rappelle Jean-Marie Zugmeyer.

Dans le quartier, tout le monde travaille alors à l'usine, qui produit des locomotives, des crics et des machines-outils. Y compris le père de l'historien, en tant que dessinateur industriel. Avant lui, le grand-père paternel, venu du nord de l'Alsace à la fin du XIX^e siècle, avait été embauché comme ouvrier. Jean-Marie Zugmeyer se souvient de la fierté qu'il a ressentie quand, dans les années 1950, son père acquiert la première voiture de la rue : « C'était une *Auto Union Wanderer* de 1939. Mon père l'avait achetée aux enchères. Il l'a entièrement retapée avec un ami. »

● ECOLE DU CENTRE

Jean-Marie Zugmeyer fait sa scolarité à l'école du centre, place de la Mairie, un établissement laïque, actuellement en rénovation. Dans les années 1950, elle se compose de deux bâtiments : le cours primaire, qui date de 1892, et le cours complémentaire de 1875. Sur la façade de ce dernier, un « I » et un « G », les initiales de la commune, en ferronnerie. L'historien admire ces traces du passé industriel de sa ville. Il apprécie moins



Jean-Marie Zugmeyer a joué dans l'équipe des juniors de la SIG jusqu'en 1963. Il se souvient encore d'une « raclée » infligée à l'équipe des minimes, sur le score de 106 à 17.

l'esthétique des extensions réalisées il y a une trentaine d'années pour répondre à l'augmentation du nombre d'écoliers.

Son père l'envoie ensuite étudier le latin en sixième classique au lycée Kléber à Strasbourg. « Il aurait aimé que je sois curé, même si ce n'était pas clairement avoué. » Mais Jean-Marie Zugmeyer rechigne à étudier cette langue morte. « Mon père m'a dit : "Si c'est comme ça, tu iras au lycée technique !" ». C'est la bonne voie. L'Illkirchois entame des études de technologie à Lille. Il enseigne le dessin industriel au lycée Couffignal à Strasbourg de 1976 à 2007.

● SACM

A Illkirch-Graffenstaden, la lutte d'influence entre « rouges » communistes et « noirs » catholiques, baptisés ainsi en référence à l'aube du curé, fait rage de la fin du XIX^e siècle aux années 1950. L'usine de Graffenstaden, devenue la SACM en 1872 après la fusion avec la maison André Koechlin et Cie de Mulhouse, attire de toute l'Alsace des ouvriers « rouges » et « noirs ». A son apogée dans l'entre-deux-guerres, 2600 ouvriers y travaillent. « On y entrait de père en fils », se souvient Jean-Marie Zugmeyer.

La dernière loco sort de l'usine en 1956. Des années 1960 à 1980, l'activité ne cesse de baisser. Subsistent actuellement deux entreprises au nord et au sud du site : Huron, qui fabri-

que des machines-outils, et Flender, spécialisée dans les engrenages.

● CERCLE SAINT-SYMPHORIEN

Pour répondre aux besoins des « noirs » arrivés au milieu du XIX^e siècle avec l'usine de Graffenstaden dans cette ville à majorité protestante, une église catholique est bâtie en 1865 à côté de l'actuelle mairie. A deux rues de là, le cercle Saint-Symphorien a été édifié en 1906 par le curé de l'époque pour y héberger les mouvements d'action catholique. Tous les jeudis, jour de repos, Jean-Marie Zugmeyer participe aux activités pour enfants du cercle Saint-Symphorien et y suit l'instruction religieuse.

Emanation de ce cercle, la Sportive Illkirch-Graffenstaden, ou SIG (future Strasbourg Illkirch-Graffenstaden), est créée en 1928, pour contrer l'Union des sociétés sportives des ouvriers d'Illkirch-Graffenstaden, la société de gymnastique des « rouges ». « Mon père a été le premier secrétaire de ce club de basket. » Le fils jouera à la SIG jusqu'en 1963. A l'époque, le gymnase de ce club n'existait pas, il n'y avait qu'un terrain non couvert. Toujours sportif, l'historien pratique aujourd'hui la voile, le parapente ou les rollers.

En 2010, Jean-Marie Zugmeyer s'est penché sur l'histoire de la paroisse Saint-Symphorien. Gérard Jost, trésorier du conseil

de fabrique, venait de découvrir que cela faisait 250 ans qu'elle avait été édifée. « Pendant six mois, on a fouillé les archives de la paroisse », témoigne l'historien. « Jean-Marie a complété avec ce qu'il a trouvé dans les archives municipales », ajoute Gérard Jost. Le résultat ? Un livre avec de nombreuses illustrations : *Saint-Symphorien, 250 ans de vie paroissiale à Illkirch-Graffenstaden* (2).

● ILLIADÉ

« L'Illiade, c'est mon bébé », déclare avec fierté Jean-Marie Zugmeyer. Il a fait construire le centre culturel lorsqu'il était adjoint à la culture entre 1989 et 1995, sous l'étiquette UDF. « Avant, nous n'avions qu'une vieille salle des fêtes de 300 personnes. J'ai beaucoup milité pour qu'on s'équipe de nouveaux locaux, parce que l'attractivité d'une ville, c'est aussi son équipement culturel. » L'Illiade a été construit à l'emplacement de l'ancienne tôlerie et de la forge de la SACM, dans le centre-ville.

● MAIRIE

Jean-Marie Zugmeyer a siégé au conseil municipal entre 1977 et 2001. En 1978, il crée *Info Graff*, le journal d'information de la commune. C'est là que naît sa passion pour l'histoire de sa ville. Il rédige « la page historique » dans *Info Graff* et tiendra cette chronique pendant près d'un quart de siècle. Depuis le milieu des années 1980, il publie des articles sur Illkirch dans l'an-

nuaire de la Société d'histoire des quatre cantons, dont il est membre. Au sous-sol de la mairie, Jean-Marie Zugmeyer se plonge dans les archives pour les besoins de ses recherches. « J'ai aussi une photothèque personnelle que j'ai accumulée au cours des années. »

Il connaît bien l'histoire de l'hôtel de ville : « La mairie était initialement à Illkirch, c'était la salle d'un restaurant. Cela a fonctionné jusque dans les années 1850. C'est là où a été signée la reddition de Strasbourg en 1681. Après avoir trouvé refuge dans un lieu provisoire, la mairie s'est établie dans ses locaux actuels en plein centre, en 1883, quand la ville était allemande. »

Jean-Marie Zugmeyer a un dernier projet en date : le foyer Marie-Madeleine qui accueillait les filles-mères et était tenu par des sœurs. « Quand j'étais enfant, j'assistais le curé qui disait la messe là-bas. Après, j'avais droit à un petit-déjeuner. C'était autre chose qu'à la maison ! »

MATHILDE COUSIN

(1) *Fragments d'histoire, Illkirch-Graffenstaden, 2. De 1935 à 2000*, édité par la Société d'histoire des quatre cantons, 2012. En vente auprès de la Société, 56 rue de l'Eglise, 67230 Herbsheim.

(2) *Saint-Symphorien, 250 ans de vie paroissiale à Illkirch-Graffenstaden*, Gérard Jost, avec la collaboration de Huguette Heckel, Henri Meichel, François Ubufill, Daniel Weltzer et Jean-Marie Zugmeyer, édité par la Société d'histoire des quatre cantons, 2011. En vente auprès de la Société.

VIVA CITÉ

CENTRE UNIVERSITAIRE D'ENSEIGNEMENT DU JOURNALISME - UNIVERSITÉ DE STRASBOURG
11, RUE DU MARÉCHAL JUIN
CS 10068 - 67046 STRASBOURG
CEDEX
TEL. : 03 68 85 83 00
FAX. : 03 68 85 85 74
E-MAIL : scola@cuej.unistra.fr
WEB : http://cuej.unistra.fr
http://cuej.info
DIRECTRICE DE PUBLICATION : NICOLE GAUTHIER
ENCADREMENT : THOMAS CALINON, CATHERINE DAUDENHAN, ALAIN PETER, FRED VAIRETTY.
REDACTEUR EN CHEF : Sandra Chamiot-Ponceti
RESPONSABLE PHOTOS : Maxime Meyer
PHOTO DE UNE : François Chevré
RÉALISATION : Lisa Agostini, Sandra Chamiot-Ponceti, François Chevré, Mathilde Cousin, Vincent Di Grande, Elisa Heidenreich, Émilie Jehanno, Hugo Jolion, Lucie Marnas, Michaël Martin, Maxime Meyer, Camille Richebois, Marc Schmitt, Charlotte Stiévenard, Yolène Thorez
SUPPLÉMENT NEWS D'ILL, numéro ISSN 0996-9624
IMPRESSION : Gyss, Obernai